



VILLE D'UGINE

ARRETE MUNICIPAL N°2024.06

Service Animation Locale

Objet : autorisation de buvette

Le Maire de la Ville d'Ugine,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment son article L2212- 1, L2212-2, 2212-2 ;

Vu le code de santé publique, notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.335-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRSU/BR/A2017/83 du 1^e mars 2017 ; portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le Département de la Savoie

Vu, la demande adressée par Monsieur René DELEGLISE, Président du Foyer d'Animation pour Tous, en date du 30 novembre 2024

ARRETE

- **Article 1** : M. DELEGLISE est autorisé à ouvrir un débit de boisson temporaire le samedi 10 février 2024 de 18h à 22h dans la salle des Fêtes à l'occasion d'une soirée Blind Test.
Les horaires doivent être strictement respectés.
- **Article 2** : conformément à la loi, dans le cadre des zones protégées, les boissons mises en vente sont limitées aux boissons sans alcool du 1^{er} groupe telles que définies dans les articles sus mentionnés, à savoir : eaux minérales ou gazéifiées jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas à la suite de fermentation de traces d'alcool supérieures à 1.2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat. Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.
- **Article 3** : Le protocole HCR relatif à la tenue des buvettes doit être respecté.
- **Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
 - La brigade de gendarmerie d'Ugine;
 - La Police Municipale ;
 - Le Secrétariat Général ;
 - Le Service « Animation Locale » ;
 - Monsieur DELEGLISE

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le



Fait à Ugine, le 28 décembre 2023

Pour le Maire empêché

Michel CHEVALLIER

Adjoint au Maire